

● (1550)

Il m'arrive de regretter que le gouvernement n'ait pas consacré une partie des ressources qu'il a affectées au bureau du premier ministre à la planification et à la stratégie industrielles et à l'orientation de notre pays. De cette manière, le Parlement pourrait peut-être disposer d'un programme planifié d'ici aux prochaines élections et tous les petits graphiques de ce bureau pourraient nous indiquer où nous allons, quand les mesures législatives devraient entrer en vigueur et quelles sortes de gâteries nous pouvons espérer avant les prochaines élections. Si le gouvernement avait consacré une partie de ses efforts de réflexion à chercher à déterminer l'orientation de notre pays, peut-être ne connaîtrions-nous pas le gâchis actuel.

En fait, lorsque l'on considère l'ensemble du monde et la situation au Canada, ce gâchis ne saute pas aux yeux. Notre pays est relativement prospère comparé à bien d'autres, mais compte tenu du taux élevé d'inflation et de chômage, nous vivons en puisant dans les richesses dont la nature nous a pourvus. Mais quand ces richesses seront épuisées, quand nous n'aurons plus ni gaz, ni pétrole, ni fer, qu'arrivera-t-il? Y aura-t-il des gens assez intelligents pour nous inciter à réfléchir au lieu de nous contenter d'extraire les richesses du sol et d'en vivre comme nous l'avons fait?

Nous avons créé une sorte d'État-providence, ce que j'ai toujours préconisé. La raison pour laquelle d'autres ont voulu, comme moi, le genre de palliatifs que sont l'assurance-chômage, les pensions de vieillesse et les allocations familiales, c'est que nous croyions, compte tenu de nos antécédents, que le gouvernement pourrait innover, prendre des initiatives et entraîner le pays vers de nouveaux horizons tout en se préoccupant de la sécurité des individus. Mais le gouvernement actuel n'a rien fait. Il s'est contenté de jouer le rôle d'État-providence et nos richesses naturelles lui ont permis de le faire. Nous avons vécu de nos richesses naturelles. Je pense que le ministre pourrait dire, à l'instar de Louis XIV: «Après moi le déluge. Les choses comme elles sont dureront bien autant que moi».

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pense qu'il a dit «le déluge» (the deluge).

M. Saltsman: Ayons le mot juste. Je ne voudrais pas que cette citation s'applique au ministre à moins d'être absolument précise. Nous avons donc un ministre du style «Après moi le déluge». C'est une grave accusation et je suis étonné que le ministre assume cette tâche onéreuse et désagréable en tant que chef de ce ministère.

Je crois que c'était l'une des grandes idées de l'ancien premier ministre Pearson auquel il faudra accorder le mérite des efforts qu'il a faits. Il en est arrivé à la conclusion que l'industrie éprouvait des difficultés du fait de son association avec le commerce et qu'il fallait nommer un ministre de l'Industrie afin que celle-ci reçoive l'attention qu'elle mérite. Il s'était rendu compte que nous aurions besoin à l'avenir d'un ministère de l'industrie distinct.

Le nouveau ministère étant créé, le gouvernement s'est mis à la recherche de personnel; il a recruté dans l'industrie et les services de l'État les personnes les plus compétentes du pays; celles-ci ne tirent rien, faute de directives et ne sachant que faire. Elles implorèrent qu'on leur donne

Science et technologie

du travail à faire, elles voulaient accomplir quelque chose. Elles en arrivèrent à un point où en l'absence de toute directive gouvernementale, en l'absence d'un plan national, d'une liste de priorités ou autre objectif, elles passèrent leur temps à se faire des ronds de jambe, à faire des mots croisés et autres activités semblables. N'ayant rien à faire, elles n'ont rien accompli. Enfin, toute l'idée fut abandonnée et c'est le ministre actuel qui a été chargé de cette besogne.

Maintenant, c'est différent. Nous avons un nouveau ministre et un nouveau ministère des Sciences et de la Technologie. Nous avions un ministre à plein temps auparavant, mais cela ne faisait aucune différence. De temps à autre, quelqu'un du ministère suggérera à un député de poser des questions à la Chambre au sujet du ministère de sorte que celui-ci retienne un peu l'attention. Ses fonctionnaires veulent que quelque chose se passe parce que personne ne semble se soucier du ministère, ne serait-ce que pour le critiquer.

Le ministère est totalement ignoré, personne n'y fait attention. Les fonds sont distribués à la ronde parce que personne ne veut fâcher personne au Canada. Les fonds sont répartis équitablement dans toute la communauté scientifique du Canada, mais personne ne cherche à savoir quels sont les objectifs prioritaires. Quand on a beaucoup plus d'argent que n'en a le Canada, je suppose que l'on peut le distribuer ainsi, en en donnant un peu à tout le monde. Cela permet d'aider tout le monde et représente en réalité une faible aide sociale aux hommes de science, mais rien de plus. Cela rend les gens heureux et non furieux contre le gouvernement, mais cela ne donne pas de véritables résultats. Ce genre de politique ne peut pas donner de résultats. Elle ne peut qu'engendrer des frustrations mais n'aide personne en réalité parce que personne n'a la moindre idée de l'orientation du pays en matière de sciences et de technologie. Voilà le genre de situation dans laquelle nous nous trouvons.

Je le répète, nous n'allons pas être coulés demain car nos richesses naturelles ne sont pas encore épuisées et nous pouvons vivre d'elles pendant encore un certain temps. Le ministre des Finances (M. Turner), qui jouit maintenant de l'appui du ministre de l'Industrie, justifie nos difficultés et la baisse de nos exportations de produits finis en invoquant la hausse du coût de la main-d'œuvre au Canada. C'est absurde! Il est certain que cette hausse a quelque peu contribué, mais néanmoins, ce déséquilibre est dû au fait que nous exportons des ressources naturelles ainsi que de nos matières premières ou des produits non finis.

Afin d'aider les autres pays, nous avons une responsabilité à assumer dans le domaine des exportations de matières premières et il est logique que nous continuions à en exporter une certaine quantité, mais nous le faisons toujours aux dépens de notre industrie de fabrication. Une simple question se pose, question que, pour une raison ou pour une autre, personne ne semble vouloir comprendre. On ne peut pas faire deux choses à la fois, c'est-à-dire qu'on ne peut pas accroître les exportations et diminuer les importations en même temps. Dans la mesure où l'on accroît les exportations, il faut accroître aussi les importations. Le Canada importe plus de produits finis par habitant que tout autre pays. Quel avantage en retire-t-il?